



PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

# Plan de Prévention des Risques Technologiques - PPRT de Ligé à Blois

## Note de présentation

## Document approuvé par arrêté préfectoral

pour être annexé à mon arrêté  
du :



30 MARS 2010

Le Préfet

Philippe GALLI

<b>I. Préambule .....</b>	<b>3</b>
<b>II. Le contexte général.....</b>	<b>3</b>
<b>A. Présentation du site industriel Ligéa et de la nature des risques .....</b>	<b>3</b>
1. Etat des lieux à la date de prescription du PPRT (16 juillet 2007).....	3
2. Evolution de la situation administrative de Ligéa – Année 2008.....	4
3. Description du centre de stockage PFD et risques associés à l'établissement.....	6
<b>B. Conditions actuelles de la prévention, des risques sur le site de Ligéa .....</b>	<b>6</b>
<b>C. Contexte géographique communal.....</b>	<b>7</b>
1. Caractéristiques physiques de Blois .....	7
2. Contexte socio-économique .....	7
<b>III. Le dimensionnement du PPRT.....</b>	<b>8</b>
<b>A. Les phénomènes dangereux non pertinents pour le PPRT .....</b>	<b>8</b>
<b>B. Le périmètre d'étude et le périmètre d'exposition aux risques.....</b>	<b>8</b>
1. Phénomènes dangereux retenus à la date de prescription du PPRT – Définition du périmètre d'étude..	8
2. Evolution réglementaire en cours de procédure – Phénomènes dangereux retenus en septembre 2008	10
<b>IV. Les modes de participation du PPRT.....</b>	<b>11</b>
<b>A. Les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT.....</b>	<b>11</b>
<b>B. Les modalités de la concertation .....</b>	<b>12</b>
<b>V. Les études techniques .....</b>	<b>12</b>
<b>A. Le mode de qualification de l'aléa .....</b>	<b>12</b>
1. Définition de l'aléa technologique. ....	12
2. Caractérisation des aléas du site LIGEA : conséquences de la redéfinition de l'emprise d'exploitation et de l'évolution réglementaire.....	13
<b>B. La description des enjeux .....</b>	<b>15</b>
1. Situation et contexte urbain du périmètre d'étude.....	15
2. Historique et développement de la zone.....	15
3. Règlement du plan d'occupation des sols (POS) actuel .....	15
4. Règles existantes de maîtrise de l'urbanisme .....	16
5. Plan particulier d'intervention.....	16
6. Cartographie des enjeux .....	16
<b>C. Superposition aléas / enjeux .....</b>	<b>18</b>
<b>D. Les investigations complémentaires.....</b>	<b>21</b>
<b>VI. La phase de stratégie du PPRT.....</b>	<b>22</b>
<b>A. Les grands principes nationaux de réglementation.....</b>	<b>23</b>
<b>B. Les choix stratégiques – Les principales orientations .....</b>	<b>25</b>
<b>VII. L'élaboration du projet de PPRT.....</b>	<b>26</b>
<b>A. Le plan de zonage réglementaire.....</b>	<b>27</b>
<b>B. Le règlement .....</b>	<b>29</b>
<b>C. Les recommandations .....</b>	<b>30</b>

#### ANNEXES

- Annexe 1 : Arrêté préfectoral de prescription du PPRT de LIGEA
- Annexe 2 : Circulaire du 26 février 2008 à relative à la maîtrise de l'urbanisation autour des stockages de produits agropharmaceutiques soumis à autorisation

## I. Préambule

Le dispositif légal et réglementaire concourant à la maîtrise des risques industriels repose sur quatre modes d'action :

- La maîtrise des risques à la source par l'industrie que celui-ci étudie et justifie dans une étude de dangers et un système de gestion de la sécurité (SGS). Ces mesures sont prescrites dans des arrêtés préfectoraux et font l'objet d'un contrôle par l'inspection des installations classées ;
- La maîtrise de l'urbanisation pour limiter le nombre de personnes exposées aux zones d'effet des accidents ;
- La planification par l'industriel et les pouvoirs publics des secours et entraînement à leur mise en œuvre ;
- L'information préventive et la concertation dont l'objet est d'associer les riverains à la connaissance des aléas générés par ces établissements et à la mise en œuvre appropriée des mesures d'urgence.

La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, et son décret d'application n° 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif aux plans de prévention des risques technologiques, imposent la mise en place d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de tous les sites soumis à Autorisation avec Servitudes (AS).

Le PPRT constitue un outil qui participe à la politique de prévention des risques industriels dont l'objectif premier est la réduction de la vulnérabilité. Il permet d'agir sur l'urbanisation afin de protéger la population du risque technologique. Il couvre un champ d'application étendu, réglementé avec des moyens variés, allant de prescriptions de toutes natures (règles d'urbanisme, de construction, d'exploitation...) et peut recourir à des outils fonciers pour les cas les plus critiques.

L'élaboration du PPRT de l'établissement LIGEA de Blois a été prescrit par arrêté préfectoral le 16 juillet 2007. L'arrêté de prescription présenté en annexe 1 définit le périmètre d'étude, les personnes et organismes associés à la procédure d'élaboration et les modalités de la concertation. La présente note explicite l'ensemble des étapes de la procédure d'élaboration de ce PPRT.

## II. Le contexte général

### A. Présentation du site industriel Ligéa et de la nature des risques

Ce plan de prévention des risques technologiques concerne la société Ligéa située rue André Boule à Blois (Loir-et-Cher) :

#### 1. Etat des lieux à la date de prescription du PPRT (16 juillet 2007)

L'installation est classée Seveso Seuil Haut au titre de la protection de l'environnement.

Identifiant ICPE : 100 1769

Adresse du siège social : Route de Courtalain - BP 9  
28201 CHATEAUDUN CEDEX

Adresse de l'établissement : 30, rue André BOULLE  
41000 BLOIS

N° SIRET : 775.598.758.00016

Code NAF :

512A

La société coopérative LIGEA, constituée en 1997, est issue de la fusion des groupes Franciade et Union Blois. Elle appartient au groupe AGRALYS, lui-même né du rapprochement en 1997 de l'Union Val Beauce (coopérative Le Dunois, coopérative Union Blois) et de la coopérative Franciade.

Sur le site de la rue André Boule, la société AGRALYS exploite une unité de fabrication d'engrais liquides (identifiée FASA), une usine de fabrication d'aliments pour les animaux (AGRALYS ALIMENTS) et un dépôt de produits agro-pharmaceutiques (identifié PFD pour produits finis divers) depuis 1983. L'établissement LIGEA est classé SEVESO Seuil Haut pour cette dernière activité.

A la date de la prescription du PPRT, le fonctionnement de l'unité de fabrication d'engrais liquides et du dépôt de produits agro-pharmaceutiques était autorisé par l'arrêté préfectoral n° 2004-328-24 du 23 novembre 2004 au nom de la société coopérative LIGEA.

**Tableau 1 : Rappel des principales installations autorisées par l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2004**

Numéro de rubrique	Activité	Quantité maximale autorisée	Classement
1155-1	Dépôt de produits agro-pharmaceutiques à l'exclusion des substances et préparations visées par les rubriques 1111 et 1150 et des liquides inflammables de catégorie A au sens de la rubrique 1430	2 800 tonnes	Autorisation avec servitudes d'utilité publique
1111-1.b	Dépôt de produits très toxiques solides	9 tonnes	Autorisation
1111-2.b	Dépôt de produits très toxiques liquides	9 tonnes	Autorisation
2175	Dépôt d'engrais liquides	3 400 m <sup>3</sup>	Autorisation
2925	Atelier de charge d'accumulateurs	40 kW	Non classé

L'usine de fabrication d'aliments pour les animaux est distante d'environ 100-150 mètres du dépôt de stockage de produits agro-pharmaceutiques et l'unité de fabrication d'engrais liquides est distante d'environ 200 mètres.

## *2. Evolution de la situation administrative de Ligéa – Année 2008*

Le groupe AGRALYS qui fédère la coopérative LIGEA et la coopérative LE DUNOIS organise et structure ses activités, notamment en filialisant certaines d'entre elles, comme la fabrication d'aliments (filiale Agralys Aliments) ou l'activité laborantine (Galys). Tous les services techniques, financiers, administratifs sont cependant mutualisés au service de l'ensemble des coopératives et filiales constituant le groupe Agralys.

La séparation des différentes activités du groupe Agralys s'est traduite par la dissociation physique de certaines installations. D'autre part, en janvier 2007, la société LIGEA a repris les locaux anciennement occupés par SOLUPACK (la société SOLUPACK fabriquait des produits agropharmaceutiques dans une installation soumise à déclaration située dans l'emprise du site AGRALYS), le bâtiment correspondant étant identifié aujourd'hui en hall D et réservé au stockage de produits non dangereux. Le centre de stockage PFD constitué de 3 halls (A, B et C) et ces locaux (ex SOLUPACK) constituent aujourd'hui une entité fonctionnelle et indépendante des autres installations. La société LIGEA a clôturé et mis en place un accès contrôlé à l'ensemble constitué des halls A à D, le séparant du laboratoire GALYS (installation non classée), de l'usine de fabrication d'aliments exploitée par Agralys Aliments (installation autorisée) et de l'usine de fabrication d'engrais liquides exploitée par FASA (installation autorisée). Le centre de stockage PFD, seule installation du site Ligéa classée SEVESO seuil haut, constitue donc l'établissement au sens des articles R 511.10 et R 512.13 du code de l'environnement.

Une mise à jour administrative de l'ensemble de ces activités a donc été engagée. L'arrêté préfectoral n° 2008-350-2 du 15 décembre 2008 a mis à jour le classement et les prescriptions ainsi que les périmètres autorisés pour l'exploitation du site classé Seveso Seuil Haut. Le périmètre de l'emprise foncière des entreprises sources à l'origine du risque a été par conséquent revu.

Les entreprises GALYS, AGRALYS ALIMENTS et FASA sont dotées d'un plan d'opération interne-POI commun avec la structure à l'origine du risque. Dans ces conditions, les personnes de ces sociétés sont, du fait de leur niveau d'information et de leur proximité industrielle avec le site à l'origine du risque, moins vulnérables que la population au sens général et donc moins exposées (cf. fiche « Gravité » du MEEDDAT et arrêté PCIG du 29 septembre 2005).

**Tableau 2 : Installations autorisées par l'arrêté n° 2008-350-2 du 15 décembre 2008**

Numéro de rubrique	Classement *	Activité	Volume maximal autorisé
1155-1	AS	Dépôts de produits agro-pharmaceutiques, à l'exclusion des substances et préparations visées par les rubriques 1111, 1150, 1172, 1173 et des liquides inflammables de catégorie A au sens de la rubrique 1430.	2800 tonnes **
1172-1	AS	Stockage de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement (A), très toxiques pour les organismes aquatiques, telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques	2800 tonnes **
1173-1	AS	Stockage de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement (B), toxiques pour les organismes aquatiques, telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques	2800 tonnes **
1111-1b	A	Stockage de substances et préparations très toxiques solides, telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et ses composés	9 tonnes
1111-2b	A	Stockage de substances et préparations très toxiques liquides, telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et ses composés	9 tonnes

(\*) AS : Autorisation avec servitudes d'utilité publique- A : Autorisation-

(\*\*) La quantité totale cumulée des produits relevant des rubriques 1155, 1172 et 1173 étant limitée à 2800 tonnes.

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Les risques associés aux installations demeurent inchangés. Seule la portée de l'arrêté d'autorisation a été réduite aux seules installations à l'origine du risque.

### *3. Description du centre de stockage PFD (installation SEVESO Seuil haut de l'établissement LIGEA) et risques associés à l'établissement*

La coopérative LIGEA, au travers de son magasin PFD rue André Boule à Blois, assure le stockage et la distribution de produits agropharmaceutiques pour les sites du groupe AGRALYS.

Ce dépôt dispose de 3 halls (A, B et C) de 1500 m<sup>2</sup> pouvant accueillir 2800 T de produits agropharmaceutiques (3600 emplacements palettes). Les dangers inhérents à la manutention et au stockage de ces produits sont principalement liés à leurs propriétés.

Le hall D (ex SOLUPACK), de 1800 m<sup>2</sup>, peut stocker environ 500 T de semences et autres produits non dangereux (semences, oligo-éléments, ...). Un effectif permanent de 6 personnes assure l'exploitation de la plate-forme.

Les risques principaux liés à l'établissement sont donc :

- **le risque thermique** : essentiellement lié à la présence de produits inflammables ou combustibles ;
- **le risque toxique** : lié à la présence de produits agro-pharmaceutiques et au caractère toxique des fumées susceptibles d'être générées en cas d'incendie.

Ces risques ont fait l'objet d'une analyse au travers d'une étude de dangers (en date du 24 novembre 2005, complétée le 15 décembre 2006) et d'une tierce expertise (21 mars 2006). Les effets thermiques et toxiques associés au risque d'incendie y sont évalués par le biais de modélisations. Il convient de préciser que toute modélisation est naturellement accompagnée d'une marge d'incertitude.

#### **B. Conditions actuelles de la prévention, des risques sur le site de Ligéa**

Comme rappelé précédemment, les principaux risques liés à l'activité de Ligéa sont le risque thermique (incendie d'un hall de stockage ou de tous les halls simultanément) et le risque toxique (fumées toxiques se dégageant d'un éventuel incendie).

Pour pallier ces risques, des dispositions constructives et organisationnelles sont opérationnelles sur le site :

- les halls de stockage et le hall de chargement sont séparés par des murs coupe-feu 2h
- la structure métallique des bâtiments est protégée par un flocage
- les produits phytosanitaires inflammables sont regroupés dans un seul hall de stockage équipé d'une extinction automatique d'incendie par mousse à haut foisonnement
- les exutoires de fumées sont commandés par cartouche CO<sub>2</sub> (commandes regroupées en 3 points) pour 2 halls sur 3
- les exutoires de fumées sont à commande mécanique (8 treuils) dans un des 3 halls
- une détection automatique d'un incendie est installée dans tous les halls de stockage et dans le hall de chargement
- les halls de stockage sont placés en rétention et le site peut être isolé par une vanne d'obturation du réseau des eaux pluviales à commande pneumatique.

Le niveau de sécurité de l'établissement a été amélioré par la mise en place d'une extinction automatique d'incendie **sur l'ensemble des halls de stockage de produits agro-pharmaceutiques**. La mise à jour de décembre 2008 de la situation administrative de l'établissement comprend la prescription de cette mesure de maîtrise des risques.

## **C. Contexte géographique communal**

### **1. Caractéristiques physiques de Blois**

#### **a) Plateau et Val**

La ville de Blois s'est développée à partir d'une vieille ville implantée au nord de la Loire. Étendue sur une surface de 3 750 hectares, la commune dispose d'un territoire **majoritairement au Nord de la Loire** et pour partie au Sud :

- au Nord, le coteau jamais très éloigné de la Loire, marque la limite entre une implantation en pied de coteau et une implantation sur le plateau. Le val d'Arrou qui prend sa source dans la forêt de Blois dans une orientation Nord-Ouest vers le Sud Est, marque le paysage de la ville ancienne en séparant plusieurs équipements : le Château, la gare à l'Ouest, la mairie, la préfecture, l'hôpital à l'Est. La plus grande partie de l'urbanisation et des zones d'activités sont localisées sur le plateau, à l'écart du risque inondable;
- au Sud, le quartier de Vienne, dense au débouché du pont Jacques Gabriel, peu dense en s'en éloignant, occupe le territoire Sud de la commune de Blois. Le parc d'expositions constitue l'équipement majeur de cette partie.

#### **b) Les sanctuaires**

La forêt domaniale de Blois et la zone inondable de la Loire ont réduit voire gelé, sur ces espaces, les possibilités de croissance urbaine. La pression urbaine s'exerce donc depuis le départ du phénomène d'étalement urbain, sur les terres agricoles de grande valeur agronomique.

#### **c) Une urbanisation contrainte**

L'apparition de l'urbanisme réglementaire couplée avec les besoins des 30 glorieuses a mis fin à la mixité urbaine provoquant l'apparition des quartiers Nord de Blois (5 500 logements sociaux majoritairement collectifs), des zones d'activité et des zones pavillonnaires. La croissance lente de la ville a fait place à un urbanisme expansif, aujourd'hui très fortement contraint par les espaces sanctuarisés, l'inflation foncière et les infrastructures structurantes.

### **2. Contexte socio-économique**

#### **a) Une population stable**

La population de la ville de Blois reste stable depuis trente ans autour de 50 000 habitants. Le dernier recensement de l'INSEE comptabilise une population légale totale arrêtée à 50 704 personnes avec une population municipale établie à 48487 habitants.

#### **b) La zone d'activité de Ligéa et la maîtrise de l'urbanisation existante**

L'entreprise Ligéa a été implantée sur le plateau précité, au nord de la ville proche de l'axe autoroutier A10, dans une zone d'activité de 250 hectares, dénommée « les dix arpents-nord » au début des années 1970. Cette localisation s'inscrivait dans un contexte de délocalisation régionale des unités de production industrielle, encore concentrées en région parisienne au début des années 1960.

La zone d'étude proprement dite du PPRT de Ligéa est une zone dominée par l'activité industrielle et commerciale peu dense avec une densité moyenne de population estimée à 200 personnes par hectare urbanisé (bâtiments d'activités et d'habitation). Le développement de la zone a eu lieu principalement au début des années 1980. A l'ouest de ce secteur, la société Agralys à laquelle la coopérative Ligéa appartient, possède de nombreuses réserves foncières. La coopérative Ligéa emploie directement aujourd'hui environ 200 personnes .

On peut noter par ailleurs qu'il existe peu d'habitation à proximité de cette zone. Malgré l'absence d'une servitude d'utilité publique caractérisée, autour du site Ligéa, générateur du risque, une maîtrise de l'urbanisation a été exercée depuis une dizaine d'années comme la directive « SEVESO II » le prévoit. Le POS (plan d'occupation des sols) de la ville de Blois a clairement identifié cette zone comme une zone UI à vocation industrielle.

### **c) Organisation institutionnelle**

La ville de Blois polarise une agglomération et un bassin de vie qui croissent sans cesse avec l'inflation foncière, le développement des infrastructures et des zones d'activité. Ainsi, la communauté urbaine de Blois, Agglopolys, composée de 9 communes au début des années 2000 atteint aujourd'hui 26 communes (85 800 hab estimés en 2006), dont 12 au nord et 14 au sud.

## **III. Le dimensionnement du PPRT**

### **A. Les phénomènes dangereux non pertinents pour le PPRT**

En application de la circulaire du 3 octobre 2005, les phénomènes dangereux dont la probabilité est rendue suffisamment faible sont écartés du PPRT. Ainsi, les phénomènes dangereux dont la classe de probabilité est E<sup>1</sup>, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, sont exclus du PPRT à la condition que :

- cette classe de probabilité repose sur une mesure de sécurité passive vis à vis de chaque scénario identifié ;
- ou cette classe de probabilité repose sur au moins deux mesures techniques de sécurité pour chaque scénario identifié, et qu'elle soit maintenue en cas de défaillance d'une mesure de sécurité technique, en place ou prescrite.

Aucun phénomène dangereux présenté dans l'étude de dangers de l'exploitant n'est côté E en probabilité donc aucun phénomène dangereux n'est écarté selon la règle citée ci-dessus.

### **B. Le périmètre d'étude et le périmètre d'exposition aux risques**

#### **1. Phénomènes dangereux retenus à la date de prescription du PPRT – Définition du périmètre d'étude**

Les différents phénomènes dangereux retenus à la date de prescription du PPRT sont repris dans le tableau ci-après. Ils sont issus des résultats de l'étude de dangers (en date du 24 novembre 2005, complétée le 15 décembre 2006 en tenant compte de l'analyse critique), et sont caractérisés en termes de distances d'effet et de probabilité d'occurrence. Un seul type d'accident y est mis en évidence : l'incendie d'une ou plusieurs cellules de l'entrepôt. Il conduit à des effets thermiques et toxiques, dont les distances aux seuils des effets graves, très graves, et le niveau de probabilité sont repris dans le tableau 3 ci-après.

---

<sup>1</sup> Événement de probabilité E : événement possible mais extrêmement improbable



**Tableau 3 : Phénomènes dangereux retenus à la date de prescription du PPRT**

N°Phé.	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitrres	Cinétique
1	Incendie du Hall B (sens de la longueur)	D	thermique	0	24	37	0	Rapide
2	Incendie du Hall A (sens de la longueur)	D	thermique	0	0	21	0	Rapide
3	Incendie du Hall C (sens de la longueur)	D	thermique	0	0	21	0	Rapide
4	Incendie généralisé / incendie du hall A, B ou C	D	Toxique	0	100	100	0	Rapide

Ce type d'accident se décline en quatre phénomènes dangereux, tous affectés d'un niveau de probabilité D, moyenne au sens de la définition de l'aléa. Elle correspond à un équipement de sécurité d'un bon standard, présenté dans l'étude de dangers, reposant sur un fractionnement des stocks en cellules de 1500 m<sup>2</sup> maximum, d'un système de détection des fumées et d'incendie, et d'une installation d'extinction automatique et d'une organisation de l'exploitant conforme à son système de gestion de la sécurité (SGS) qu'il a établi. Ces dispositions ont fait l'objet d'une analyse critique par un tiers expert, et figurent sous forme de prescriptions dans l'arrêté préfectoral n° 2008-350-2 du 15 décembre 2008.

L'étude de dangers n'a pas mis en évidence d'effets toxiques au-delà du seuil des effets irréversibles au droit du sol en cas d'incendie, la chaleur produite conduisant à une élévation du panache des fumées susceptibles de contenir des produits toxiques. Toutefois, l'analyse critique de l'INERIS a révélé que le domaine de validité du modèle utilisé ne permettait pas de se prononcer pour des distances en-deçà de 100 m.

Dans le cadre de l'examen de l'étude de dangers en amont de la prescription du PPRT, il a donc été décidé :

- de considérer le rayon de 100 mètres comme celui des effets toxiques létaux (effets graves pour la vie humaine) ;
- de maintenir la zone comprise entre 100 et 200 m des limites des entrepôts dans le périmètre d'étude du PPRT même si l'étude de dangers n'y met pas en évidence d'effets irréversibles sur la vie humaine en application de la circulaire du 27 mars 1991 relative à l'évaluation des conséquences des incendies dans les stockages de produits agropharmaceutiques, qui préconise la limitation de l'urbanisation autour des dépôts : *« Les recherches et essais déjà menés sur les produits agropharmaceutiques ont permis une première évaluation des zones susceptibles d'être affectées en cas d'incendie, et donc des distances d'isolement qu'il importe de prévoir autour des dépôts de produits de tels types. Ainsi pour un volume stocké de l'ordre de 100 tonnes de produits à base de diuron ou de diméthoate, il apparaît souhaitable, dans le cadre de la maîtrise de l'urbanisation, de maintenir une distance de 100 mètres entre les murs de l'entrepôt et les habitations, et une distance de 200 mètres par rapport aux établissements recevant du public. »*

Ainsi, il a été proposé de retenir un **périmètre d'étude de 200 mètres** sans qu'il soit directement associé à un niveau d'intensité particulier.

L'urbanisme environnant cet établissement a fait l'objet de restrictions sur la base d'un porter à connaissance reposant sur les conclusions d'une première étude de dangers d'août 2002. Celle-ci mettait en évidence de possibles effets irréversibles dans un rayon de 334 mètres autour du bâtiment PFD en cas d'incendie affectant le dépôt de produits agro-pharmaceutiques. Un rayon de 400 mètres a également été pris en compte pour le Plan Particulier d'Intervention (approuvé le 23 novembre 2005).

## 2. Evolution réglementaire en cours de procédure – Phénomènes dangereux retenus en septembre 2008

Les phénomènes dangereux retenus à la date de prescription du PPRT (16 juillet 2007) l'ont été sur la base de différentes données comme évoqué ci-dessus :

- l'étude de dangers de l'exploitant de 2005 et la tierce expertise associée ;
- la circulaire du 27 mars 1991 relative à l'évaluation des conséquences des incendies dans les stockages de produits agropharmaceutiques.

L'approche des services instructeurs a donc consisté à retenir une première zone de 100 m associée à des effets toxiques graves pour la vie humaine (ou effets toxiques létaux), et une zone de 100 à 200 m sans aléa dite d'interface PPRT-PPI.

La circulaire du 27 mars 1991 a été abrogée par la circulaire ministérielle du 26 février 2008 qui prend en compte un travail de retour d'expérience des accidents et d'examen des méthodes d'évaluation des effets générés en cas d'incendie de produits phytosanitaires. Cette circulaire demande de continuer à assurer dans un rayon de 100 m une maîtrise de l'urbanisation stricte (interdiction des constructions futures).

Du fait de l'incertitude liée aux modèles de dispersion et conformément au rapport d'analyse critique de l'étude des dangers, l'absence d'effets toxiques significatifs ne pouvant être attestée qu'au delà de 100 m, aucun élément ne permettant d'identifier la limite des effets graves, considérant en outre le niveau d'aléa correspondant à l'interdiction d'habitations et d'ERP prévue par la circulaire du 27 mars 1991, la DRIRE a retenu un aléa F (fort) dans la zone des 100 m correspondant aux effets graves et significatifs. La société LIGEA a toujours contesté la prise en compte d'effets létaux dans cette zone. La circulaire du 26 février 2008 a confirmé que les phénomènes les plus délicats à modéliser se produisent sur une distance de 100 m, et qu'il convient de considérer cette zone comme étant une zone d'effets significatifs pour la vie humaine. Elle a précisé le niveau d'aléa à prendre en compte, à savoir un aléa M (moyen) *a minima*. On relèvera qu'en recommandant d'interdire les constructions futures (habitations et ERP) dans cette zone de 100 m, la circulaire a repris les principes d'interdiction figurant dans le guide méthodologique d'élaboration des PPRT pour un aléa F. On relèvera que la zone de 100 m à prendre en compte s'applique quel que soit le nombre de halls affecté par l'incendie.

Par ailleurs, les échanges intervenus dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques lors des réunions du groupe de travail des personnes et organismes associés, en particulier les remarques formalisées par :

- le président de la Chambre des Métiers et le directeur du Centre de Formation par l'Apprentissage (CFA) Bâtiment en date du 17 juillet 2008 ;
- le Maire de Blois en date du 22 juillet 2008 ;
- le directeur industriel de la société LIGEA en date du 12 août 2008;

ont conduit l'équipe projet à reconsidérer les effets des phénomènes dangereux et par conséquent l'aléa à l'aune de ces nouveaux éléments.

Si la nature des risques que peut entraîner le stockage de produits phytosanitaires reste inchangée, l'évaluation des distances d'effet potentielles a été ramenée aux distances conventionnellement observées par la profession et validées au niveau ministériel.

Les différents phénomènes dangereux définitivement retenus sont repris dans le tableau 4 ci-après :

**Tableau 4 : Phénomènes dangereux retenus suite à l'évolution réglementaire**

N°Phé.	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres	Cinétique
1	Incendie du Hall B (sens de la longueur)	D	thermique	0	24	37	0	Rapide
2	Incendie du Hall A (sens de la longueur)	D	thermique	0	0	21	0	Rapide
3	Incendie du Hall C (sens de la longueur)	D	thermique	0	0	21	0	Rapide
4	Incendie généralisé / incendie du hall A, B ou C	D	Toxique	0	0 <sup>2</sup>	100	0	Rapide

Le **périmètre d'étude** reste à 200 m tel qu'il a été défini lors de la prescription du plan de prévention des risques technologiques. Le **périmètre d'exposition aux risques** constituant l'enveloppe des aléas est défini par la zone des 100 m autour des cellules de stockage de produits phytosanitaires.

Le périmètre d'exposition aux risques ne doit pas être considéré comme une barrière étanche aux risques: en effet celui-ci résulte d'hypothèses et reste tributaire des incertitudes inhérentes à toute modélisation. C'est la raison pour laquelle il importe qu'au-delà, en particulier dans la zone de 100 à 200 m dite interface PPRT-PPI, le développement de l'urbanisation puisse être limité aux activités en excluant notamment tout établissement recevant du public difficilement évacuable, et les habitations, selon la classification actuelle de la zone dans le document d'urbanisme en vigueur.

## IV. Les modes de participation du PPRT

### A. Les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT

L'article L.515-22 du code de l'environnement définit les modalités de la concertation relative à l'élaboration du projet de plan de prévention des risques technologiques dans les conditions prévues à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme. Il s'agit d'associer, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées. La concertation doit être organisée dans des conditions fixées par l'arrêté de prescription après avis de la commune.

Les exploitants des installations à l'origine du risque, les communes sur le territoire desquelles le plan doit s'appliquer, les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme et dont le périmètre d'intervention est couvert en tout ou partie par le plan ainsi que le comité local d'information et de concertation créé par arrêté préfectoral du 8 septembre 2006 en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement, sont notamment associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques.

A l'issue de la réunion du CLIC du 18 décembre 2006, il a été proposé d'associer à la procédure d'élaboration du PPRT les personnes et organismes suivants :

- La société coopérative LIGEA.  
 Adresse du siège social : Route de Courtalain – BP 9  
 28201 Châteaudun cedex  
 Adresse de l'établissement : 30, rue André Boulle  
 41000 Blois
- La DRIRE ;
- La DDEA ;
- Le représentant de la municipalité de BLOIS ;
- Les représentants du Comité Local d'Information et de Concertation :
  - Un représentant de l'association de défense des intérêts des habitants de Villejoint,
  - Un représentant de l'Amicale de Villejoint,

<sup>2</sup> distance modifiée par rapport à celle figurant dans le rapport DRIRE cf Tableau 3 : Phénomènes dangereux retenus à la date de prescription du PPRT

- Un représentant de la Chambre des Métiers et de l'artisanat de Loir-et-Cher,
- Le SDIS en tant que de besoin ;
- Le SIDPC.

## **B. Les modalités de la concertation**

Les modalités suivantes pour la concertation ont été présentées lors de la réunion du CLIC du 18 décembre 2006 :

- mise à disposition du public des documents d'élaboration du projet de PPRT en mairie de Blois et sur le site Internet de la préfecture de Loir-et-Cher ;
- mise en place d'un registre à la mairie de Blois pour recueillir les observations du public. Le public peut également exprimer ses observations par courrier électronique ;
- organisation d'une réunion d'information à la préfecture de Loir-et-Cher. Le cas échéant d'autres réunions publiques d'information seront organisées.

Une seule commune est concernée par le périmètre d'étude du PPRT, celle de Blois. Elle a donc été consultée sur les modalités de la concertation.

## **V. Les études techniques**

### **A. Le mode de qualification de l'aléa**

#### *1. Définition de l'aléa technologique.*

L'aléa technologique est une composante du risque industriel. Il désigne la **probabilité** qu'un phénomène dangereux produise en un point donné du territoire, des effets d'une **intensité** physique définie.

Les activités de stockage de produits phytosanitaires de l'entreprise Ligéa en font un site potentiellement à risque. Le principal risque associé est un risque d'incendie comme indiqué au chapitre précédent.

L'incendie des produits stockés sur le site peut avoir deux conséquences : des effets thermiques (élévation de la température provoquant brûlures internes, externes partielles ou totales des personnes exposées, inflammation des structures voisines, etc) et des effets toxiques (fumées dégagées contenant un certain nombre de polluants, associés à la composition chimique des produits stockés, toxiques par inhalation).

Les effets thermiques et toxiques sont hiérarchisés en fonction de seuils réglementaires définissant les **zones des dangers très graves** (seuil des effets létaux significatifs), les **zones des dangers graves** (seuil des effets létaux) et **zones des dangers significatifs** (seuil des effets irréversibles).

En un point du territoire, sont analysés le cumul des effets (intensité des effets calculés par des modélisations) de tous les phénomènes dangereux et le cumul des probabilités d'occurrence de ces phénomènes dangereux. La combinaison de ces deux données définit l'aléa technologique. L'aléa technologique est lui même hiérarchisé selon 7 niveaux :

- niveau faible (Fai)
- niveau moyen (M)
- niveau moyen + (M+)
- niveau fort (F)
- niveau fort + (F+)

- niveau très fort (TF)
- niveau très fort + (TF+)

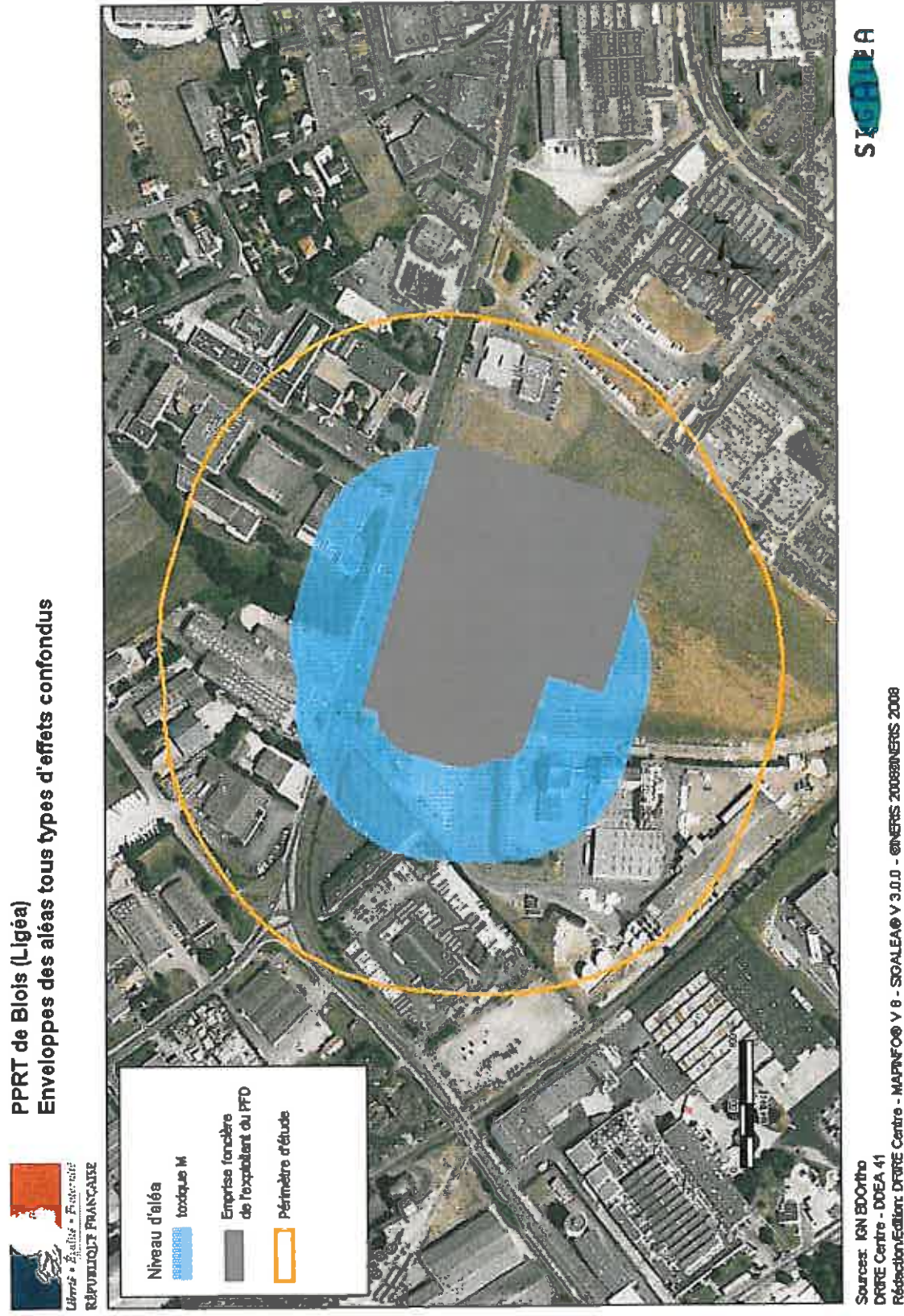
## *2. Caractérisation des aléas du site LIGEA : conséquences de la redéfinition de l'emprise d'exploitation et de l'évolution réglementaire*

La prise en compte de la circulaire du 26 février 2008 en cours de procédure a conduit à requalifier l'aléa toxique fort en **aléa toxique moyen** (la zone des 100 m étant considérée comme la zone des effets irréversibles pour la santé humaine et non plus comme une zone des effets graves). Pour autant, celle-ci préconise de continuer à exercer dans cette zone de 100 m une maîtrise stricte de l'urbanisation (l'habitat et les établissements recevant du public n'ont pas vocation à être implantés dans cette zone). Ce faisant, elle oriente le règlement du PPRT vers des prescriptions adaptées à un aléa toxique de niveau fort, pour ce qui concerne les mesures physiques sur le bâti futur, soit le niveau initialement retenu par l'équipe projet. En conséquence, la carte définitive des aléas présentée à la page suivante fait état d'un **aléa toxique M**.

La mise à jour administrative des installations PFD de LIGEA (redéfinition des limites du site, clôtures placées au plus près des installations PFD à l'origine du risque) a eu pour conséquence la redéfinition de l'emprise foncière associée aux activités du PFD, représentée par la zone grisée. Cette dernière est délimitée par les clôtures du site et les zones parcellaires potentiellement exposées aux effets thermiques (résultant de l'incendie des différents halls de stockage) pour lesquelles la société Ligéa est tenue de conserver la maîtrise foncière.



Figure 1 : Cartographie des aléas



## **B. La description des enjeux**

Les enjeux sont les personnes, biens, activités, éléments du patrimoine culturel ou environnemental menacés par un aléa ou susceptibles d'être affectés ou endommagés en cas d'accident majeur sur le site de LIGEA. Ils sont liés à l'occupation du territoire et à son fonctionnement.

La vulnérabilité d'un enjeu correspond à sa sensibilité, plus ou moins forte vis à vis de l'aléa en cas d'accident majeur.

L'analyse des enjeux consiste à répertorier les éléments de l'environnement du site LIGEA par type (habitat, activités, établissement recevant du public, mais aussi voies de circulation, infrastructures, etc...)

### *1. Situation et contexte urbain du périmètre d'étude*

La zone d'étude, dénommée « les dix arpents-nord » se situe au nord de la ville de Blois. Elle est considérée comme une zone d'activité industrielle et commerciale peu dense : la densité moyenne de population sur la zone exposée peut être estimée à 219 personnes par hectare urbanisé (bâtiment d'activité et habitation).

Il faut souligner la présence de deux ERP d'enseignement de 5<sup>ème</sup> catégorie (établissements recevant du public) qui représentent un peu plus de 70% de la population exposée dans le périmètre.

La zone d'étude est bordée par la ligne de chemin de fer de transport industriel à l'Ouest et, par des terrains vierges et le hameau de Villejoint à l'Est. Au Nord et Sud, sont principalement présentes des activités commerciales et industrielles.

Le site de Ligéa, générateur du risque, comprenant le centre de stockage du PFD (3,5ha) représente au total une emprise foncière importante de 12 hectare (ha). La superficie du territoire impactée par le phénomène dangereux est estimée à 7 ha..

La mise à jour administrative du site (novembre 2008) a conduit à différencier l'emprise d'exploitation du site PFD de LIGEA de son emprise foncière (l'emprise d'exploitation est plus réduite que l'emprise foncière).

Il est à noter qu'une seule habitation de type pavillonnaire des années 80 se trouve dans le périmètre.

### *2. Historique et développement de la zone*

Au début des années 1960, une zone de 250 hectares au Nord de Blois a été réservée pour développer une activité industrielle dans un contexte de délocalisation régionale des unités de production industrielle, concentrées en région parisienne.

Le site industriel concerné par le PPRT s'inscrit dans ce contexte. L'implantation du CFA et de la Franciade sur ces 12 hectares, a été engagée de façon concomitante dans les années 1974.

### *3. Règlement du plan d'occupation des sols (POS) actuel*

La zone concernée par l'enveloppe des aléas toxiques est identifiée en UIb par le POS de Blois: c'est une zone d'activités, réservée principalement aux installations à caractère industriel, commercial ou artisanal, aux immeubles à usage de bureaux, aux entrepôts ainsi qu'aux activités supports.

#### 4. Règles existantes de maîtrise de l'urbanisme

Aucune servitude autour de l'établissement LIGEA n'existe à ce jour. Néanmoins, par précaution, le développement de la zone avec la création d'activités nouvelles, d'extension et de construction neuve, a été arrêté par la commune de Blois.

Par ailleurs, en s'appuyant sur les résultats des anciennes études de danger de l'établissement, les demandes de permis de construire font l'objet d'une consultation de l'inspection des installations classées dès lors que l'implantation se situe dans un rayon de 320 m autour de l'établissement Ligéa. Les positions prises visent à ne pas accroître la vulnérabilité dans cette zone (pas d'habitations, ni d'ERP, extension possible des activités sous conditions).

#### 5. Plan particulier d'intervention

Le périmètre d'étude est inscrit en totalité dans le rayon du plan particulier d'intervention (PPI) de l'établissement LIGEA. Le PPI a été approuvé par arrêté préfectoral du 23 novembre 2005. La plaquette d'information du public associée au PPI prescrit dans sa fiche réflexe une stratégie de confinement des riverains situés dans le périmètre du PPI (400 m).

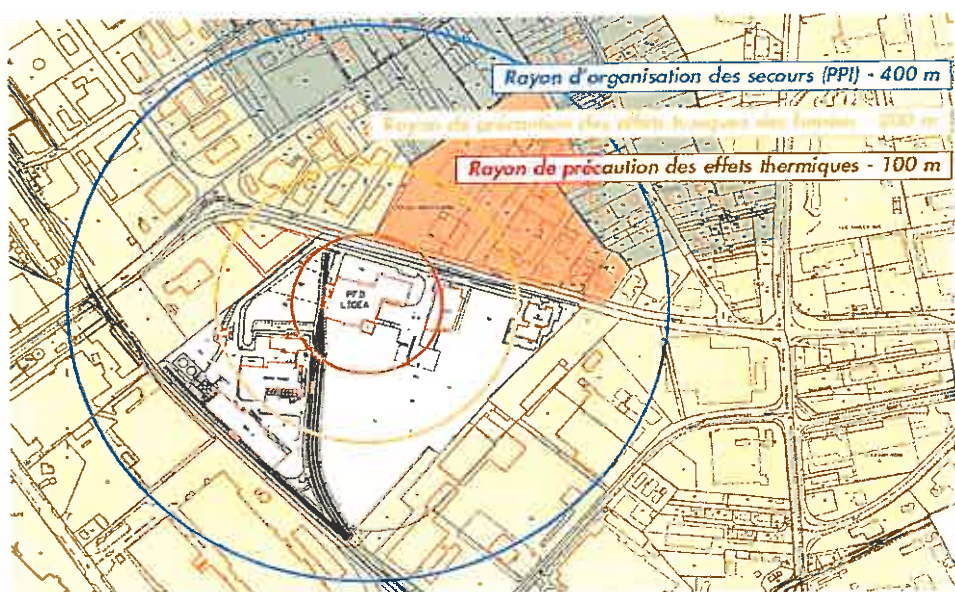


Figure 2 : Cartographie présente sur la plaquette d'information du public

Le rayon bleu correspond au rayon d'organisation des secours (rayon PPI). Il a été retenu à 400 m au titre du principe de précaution, pour garantir la mobilisation des secours dans les meilleures conditions. Les rayons rouge et orange (rayon de précaution de 100 m retenu pour les effets thermiques, et rayon de précaution de 200 m pour les éventuels effets toxiques respectivement) présents sur la plaquette ne sont pas à mettre en lien avec les résultats de l'étude de dangers, mais correspondent à des zones de précaution en lien avec l'organisation opérationnelle des secours.

#### 6. Cartographie des enjeux

Le résultat de l'inventaire des enjeux est reporté dans la cartographie des enjeux page suivante. Un enjeu a été identifié comme particulièrement vulnérable. Il s'agit du SAS Centre Installation Du rein Artificiel à Domicile de Blois (CIRAD), établissement recevant du public à activité de soin (dialyse).





**Figure 3 : Cartographie des enjeux**

### **C. Superposition aléas / enjeux**

Cette étape a pour but de clore les études techniques ou de proposer la mise en œuvre d'investigations plus poussées pour mieux caractériser la vulnérabilité de certains enjeux vis à vis des aléas. La superposition aléas/enjeux permet alors d'avoir une perception de l'impact global des aléas sur le territoire. La cartographie en résultant est présentée à la page suivante.

La superposition des aléas et des enjeux constitue le fondement technique de la démarche de finalisation des études nécessaires à l'élaboration des PPRT. Cette superposition permet :

- de définir un zonage brut, résultant de la traduction sur une photo aérienne du tableau de correspondance entre les niveaux d'aléas et les principes de réglementation ;
- d'identifier si nécessaire des investigations complémentaires dont l'objectif est d'apporter des éléments permettant de mieux adapter la réponse réglementaire du PPRT, en gardant à l'esprit qu'il s'agit de protéger les personnes et non les biens.

Le zonage brut issu de cette superposition est présenté à la page 20.



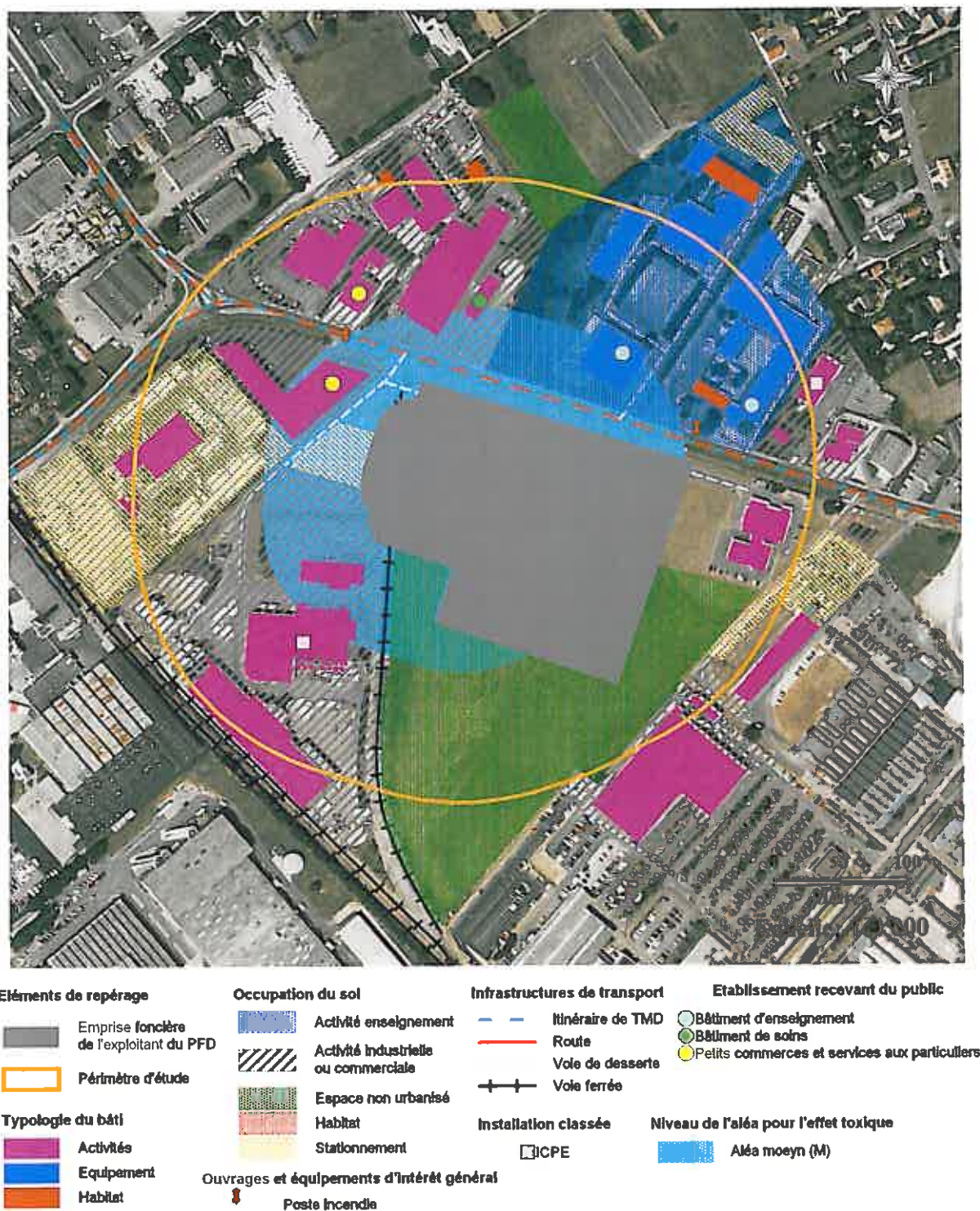


Figure 4 : Superposition aléas/enjeux





Eléments cartographique :

Périmètre d'exposition aux risques

Limite du périmètre d'exposition aux risques

Zonage brut

Zone d'autorisation (b) exposée à un éléa moyen (M) toxique

Zone grisée d'interdiction stricte liée à l'entreprise source

Eléments de repérage

Limite du périmètre d'étude autour du PFD

Limite des parcelles cadastrales

Figure 5 : Plan de zonage brut

## **D. Les investigations complémentaires**

Compte-tenu de la vulnérabilité de certains enjeux (notamment les établissements d'enseignement et l'établissement de soin) situés en zone d'aléa ou en proche périphérie, des investigations complémentaires ont été menées sur la vulnérabilité du bâti et ce sur l'ensemble du périmètre d'étude. Cette étude a été confiée au CETE Normandie –Centre selon un cahier des charges, en date du 16 juillet 2007, établi par l'équipe projet DDEA – DRIRE .

Le travail du CETE s'est déroulé selon deux phases correspondant aux deux configurations de l'aléa. La première version correspondant à l'aléa F dans la zone de 100 m, et zone d'interface PPRT-PPI entre 100 et 200 m, a été présentée aux personnes et organismes associés le 23 juin 2008. Le CETE a réalisé une mise à jour de cette première version. La présentation qui suit prend en compte cette mise à jour.

L'objectif des investigations complémentaires dans la zone d'aléa toxique est de :

- diagnostiquer et proposer des mesures techniques et fonctionnelles de réduction de la vulnérabilité du bâti, des infrastructures et des usages au regard de l'aléa toxique;
- assister à la phase de stratégie du PPRT en précisant si les mesures proposées sont de l'ordre de la prescription ou de la recommandation afin d'adapter la réponse réglementaire du plan au niveau de l'exposition des enjeux identifiés.

Les principales propositions du rapport final (mai 2009) pour les deux zones du périmètre d'étude sont les suivantes :

### **➤ Pour les bâtis en zone d'aléa M (zone des 100 m)**

#### Prescriptions :

- Prévoir un local de confinement, dimensionné par le nombre de personnes susceptibles d'être présentes dans ces bâtiments et respectant les objectifs de performance définis par la composition du nuage toxique et les concentrations des différents polluants présents ;
- Installer au moins un boîtier d'arrêt d'urgence des systèmes de ventilation, d'aération ou de conditionnement d'air dans ce local de confinement ;
- Interdire toute nouvelle construction augmentant la présence humaine dans la zone.

Au regard du diagnostic établi sur les différents bâtis présents en zone d'aléa, et en particulier de l'état général des enveloppes des bâtiments, il est proposé d'inscrire des prescriptions de confinement strict, c'est à dire prévoyant des locaux de confinement avec obligations de performance pour l'ensemble des bâtiments présents complètement ou partiellement dans la zone d'aléa, et ce, sans distinction d'usage. Toutefois, tel que le prévoit le guide méthodologique PPRT version 2 d'octobre 2007 (p. 96), pour les bâtiments d'activités (sont de ce fait exclus les deux CFA et le CIRAD) on pourra se contenter de prescriptions de mesures simples sans que celles-ci garantissent un niveau de protection suffisant au regard de l'aléa.

#### Recommandations :

- Effectuer des travaux sur l'enveloppe du bâtiment afin de réduire les infiltrations d'air ;
- Prévoir des moyens d'information pour informer les personnes de la conduite à tenir en cas d'alerte ;
- Prévoir *a minima* les éléments suivants dans le local de confinement :
  - de l'eau

- du ruban adhésif et un escabeau pour renforcer la protection (prévoir le ruban en fonction du linéaire d'ouvrants du local)
- des linges en cas de picotements nasaux
- un poste de radio autonome (avec chargeur, piles...)
- une lampe de poche
- une fiche précisant les actions à mener avant, pendant et après l'alerte (checklist), ainsi que les actions de maintenance pour le local (vérifier l'étanchéité des éléments une fois par an...)
- Une fois l'alerte terminée, aérer très largement le local et le reste du bâtiment (à inscrire dans la checklist).

### ➤ Pour les infrastructures

#### Prescriptions :

- Interdire toute extension de voirie susceptible d'augmenter le trafic et donc la présence dans le périmètre d'exposition aux risques.
- Interdire tout aménagement visant à établir des coupures de trafics : feux tricolores, stop, cédez le passage
- Autoriser les aménagements de sécurité visant à mettre en place une zone 30 dans la mesure où la différence d'exposition pour des personnes roulant à la vitesse autorisée et 30 km/h est de l'ordre de quelques secondes.

#### Recommandations :

- Mise en place de signalisation informant les utilisateurs des voiries qu'ils se trouvent dans une zone d'exposition aux risques.

## VI. La phase de stratégie du PPRT

La superposition des aléas et des enjeux, complétée par les conclusions des investigations complémentaires apporte toutes les informations nécessaires aux différents acteurs concernés afin de choisir les différentes orientations du plan.

Cette photographie du territoire explicite les risques technologiques auxquels est soumise la commune de Blois, en tenant compte des mesures de réduction du risque à la source. Elle conduit à la mise en forme de principes de zonage et à l'identification des différentes réponses possibles en matière de mesures d'urbanisme, de mesures foncières et de mesures techniques.

Les points principaux de la stratégie du PPRT de LIGEA sont :

- le zonage réglementaire ;
- les choix de maîtrise de l'urbanisation future ;
- les prescriptions techniques sur l'existant.

Pour ce qui concerne le zonage réglementaire, une seule zone est à réglementer : la zone comprise dans la zone des 100 m (zone du territoire potentiellement soumise à un aléa).

La zone de 100 à 200 m, bien qu'elle ne soit pas associée à un aléa, reste comprise dans le périmètre d'étude et doit constituer une zone d'interface dans laquelle les projets d'aménagement doivent veiller à maîtriser leur vulnérabilité dans un cadre réglementaire non contraignant, dans le cas présent dans le cadre de recommandations du PPRT. Aucune prescription ne sera établie dans cette zone du périmètre d'étude.

## **A. Les grands principes nationaux de réglementation**

Les principes de base pour la détermination des principes de réglementation à appliquer a minima dans les différentes zones du PPRT sont déterminés par le guide méthodologique et la circulaire du 26 février 2008. Ils sont regroupés au Tableau 5 page suivante.

Tableau 5 : les principes de réglementation édictés par le guide méthodologique et par la circulaire du 26 février 2008

Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique		Effets significatifs (effets irréversibles)		Circularité du 26 février 2008
En un point donné	Cumul des probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux	Situation finale retenue		
	Niveau d'Aléa	D	M	
Mesures foncières	Critères d'inscription des intérêts vulnérables dans un secteur d'expropriation			
	Critère d'inscription des intérêts vulnérables dans un secteur de délaissement			
Mesures relatives à l'urbanisme	Effet toxique	Constructions possibles sous conditions : - Prescriptions obligatoires pour les ERP et industries. - Pas d'ERP difficilement évacuables.	Maîtrise de l'urbanisation stricte : - pas d'habitat, - pas d'ERP	
Mesures physiques sur le bâti futur	Effet toxique	Prescriptions (confinement)		
Mesures physiques sur le bâti existant vulnérable	Effet toxique	Prescriptions - Confinement des établissements sensibles et des ERP à adapter au contexte local. - Confinement des locaux d'activité. Recommandations - confinement des habitations des particuliers		



## **B. Les choix stratégiques – Les principales orientations**

La stratégie du PPRT de la société Ligéa s'est dessinée au cours des différents échanges entre les personnes et organismes associés (POA) au cours des deux premières réunions (18 octobre 2007 et 23 juin 2008) sur la base du guide méthodologique version novembre 2007. Elle s'est affinée au cours de la procédure d'élaboration du PPRT.

Des compléments techniques venant préciser et parfois renforcer certaines préconisations en matière de confinement ont été publiés à partir d'octobre 2008. En accord avec l'administration centrale, il a été jugé préférable de ne pas modifier les dispositions convenues dans le cadre du présent PPRT portant sur les principes de confinement et qui sont détaillés ci-après.

La stratégie finale a été présentée aux personnes et organismes associés le 8 décembre 2008. Elle s'est principalement articulée autour de deux principes :

- le PPRT est l'occasion de limiter l'implantation d'enjeux vulnérables autour du site de Ligéa ;
- le PPRT est également l'occasion de conforter la vocation industrielle de la zone d'étude.

### **a) Mesures foncières**

Le niveau d'aléa toxique (aléa M) ne permet pas d'envisager la mise en œuvre de mesures foncières.

### **b) Mesures relatives à l'urbanisme**

Conformément au guide méthodologique et d'après le niveau d'aléa initialement retenu (à savoir aléa F), la zone de 0 à 100 m a été considérée dès le début de la procédure comme une zone d'interdiction. Conformément à la circulaire du 26 février 2008, la requalification de l'aléa toxique de F à M n'a pas conduit à diminuer les exigences dans la zone, à savoir le maintien d'une maîtrise de l'urbanisation stricte. Par conséquent, et en accord avec la vocation de la zone (zone d'activité), celle-ci ne devrait pas accueillir de nouvelles constructions à usage d'habitation ni de nouveaux établissements ou locaux destinés à recevoir du public. Les activités et implantations nouvelles peuvent être autorisées sous réserve de respecter certaines prescriptions (confinement).

### **c) Mesures physiques sur le bâti futur**

Le phénomène dangereux redouté est l'incendie généralisé pouvant conduire à l'émission d'un nuage toxique. Le confinement est la prescription adaptée pour ce type d'effet. Deux niveaux de confinement peuvent être envisagés : un confinement selon des critères simples (calfeutrage simple, arrêt des ventilations, réduction des infiltrations d'air...) ou un confinement avec obligation de performance. Le niveau de confinement à prescrire dépend :

- du niveau d'aléa toxique : ici aléa de niveau M
- de la vulnérabilité des enjeux potentiellement soumis à l'aléa.

Pour les projets nouveaux (bâti futur et extensions du bâti), il est plus aisé de prévoir les mesures constructives permettant d'assurer une protection efficace en cas d'exposition à un risque toxique. Ceci va dans le sens d'une limitation de l'implantation d'enjeux vulnérables dans la zone. Les bâtiments d'activités nouveaux et extensions de bâtiments d'activité autorisés dans la zone devront donc disposer d'une cellule de confinement présentant une garantie de résultat.

#### **d) Mesures physiques sur le bâti existant**

Dans la zone des 100 m, trois types d'enjeu ont pu être identifiés :

- le CIRAD (centre de dialyse) considéré comme l'enjeu le plus vulnérable ;
- les bâtiments d'activité ;
- les établissements recevant du public (dont des établissements d'enseignement) situés partiellement dans la zone.

Les patients du centre de dialyse sont particulièrement vulnérables car leur traitement ne peut être interrompu. Il est donc indispensable de leur assurer une parfaite protection durant toute la durée de leur traitement. Le confinement avec obligation de performance s'impose donc pour cet enjeu particulier.

Pour les autres bâtiments un confinement selon des critères simples sera prescrit compte tenu de leur vulnérabilité moindre (zone d'activité, éloignement vis-à-vis du site à l'origine du risque avec possibilité de mise à l'abri à l'extérieur de la zone d'exposition aux risques,...).

#### **e) Mesures relatives à l'utilisation et à l'exploitation**

La rue André Boulle jouxtant le site au nord sera interdite au stationnement afin de limiter les enjeux potentiellement exposés. Une signalisation du danger sera également prévue.

Les établissements recevant du public de type enseignement (type U) présents en partie dans la zone devront mettre en place un plan particulier de mise en sécurité (PPMS) assurant une mise à l'abri des personnes en dehors du périmètre d'exposition aux risques.

#### **f) Mesures d'accompagnement**

Une bonne connaissance du risque permet de mieux appréhender les situations d'urgence : il sera donc prescrit pour tous les établissements recevant du public présents dans la zone l'affichage du risque et l'obligation d'une information annuelle des personnels, salariés et occupants permanents sur le risque existant et la conduite à tenir en cas de crise.

Pour les établissements recevant du public de type enseignement, le PPRT prescrira également la réalisation d'un exercice annuel d'alerte du plan particulier de mise en sécurité (PPMS).

### **2. Zone d'interface PPRT- PPI (de 100 à 200 m)**

Cette zone dite zone d'interface n'est pas directement liée à la présence d'un aléa. Elle n'a pas vocation à être réglementée dans le cadre du PPRT. Néanmoins des recommandations qui s'adressent à la municipalité de Blois seront maintenues. En particulier, le maintien de la vocation de la zone d'activités industrielles, commerciales et tertiaires sans aucune construction à usage d'habitation ni d'établissement recevant du public difficilement évacuable y est mentionné.

## **VII. L'élaboration du projet de PPRT**

Le plan de zonage réglementaire et le règlement sont l'aboutissement de la démarche. Ils expriment les choix issus de la phase de définition de la stratégie du PPRT, fondés sur la connaissance de l'aléa, des enjeux exposés, de leur niveau de vulnérabilité. Le zonage réglementaire permet de représenter spatialement les dispositions contenues dans le règlement et constitue l'aboutissement de la réflexion engagée avec les différents acteurs associés à la démarche.

## A. Le plan de zonage réglementaire

Dans le cas du PPRT de la société LIGEA, compte tenu de la présence d'un seul type d'aléa dans la zone de 0 à 100 m, le zonage réglementaire découle directement du zonage brut présenté précédemment. Toutefois, compte tenu de la circulaire précitée et des éléments de contexte évoqués imposant notamment une maîtrise stricte de l'urbanisation, la zone d'autorisation bleue est considérée comme une zone d'interdiction. Les principes de réglementation associés sont ainsi des principes d'interdiction conformément à la stratégie développée. Le zonage réglementaire est donc constitué de **deux zones de réglementation distinctes** qui sont définies en fonction du type de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur intensité :



une zone rouge d'interdiction (r), caractérisée par un aléa toxique moyen (M)



une zone grisée d'interdiction stricte, incluse dans les limites de maîtrise foncière dont dispose l'exploitant du PFD autorisé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

La zone comprise entre la zone d'interdiction et le périmètre d'étude constitue la zone d'interface PPRT – PPI.

Le plan de zonage réglementaire est présenté à la page suivante.

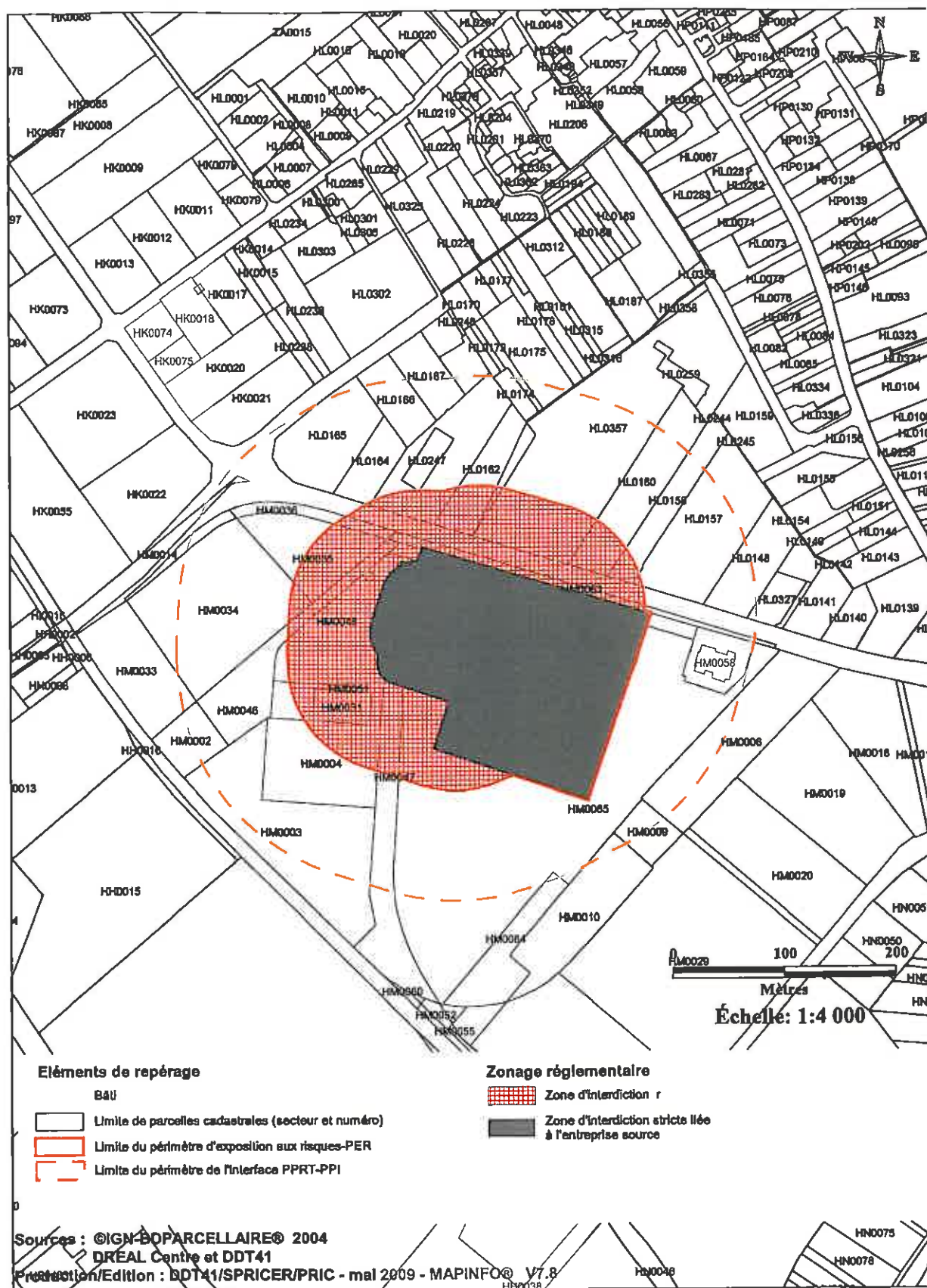


Figure 6 : Plan de zonage réglementaire

## **B. Le règlement**

Le document réglementaire est constitué de la manière suivante :

### **Titre 1 : Portée du règlement PPRT, dispositions générales**

Le titre 1 fixe le champ d'application du PPRT, les principes ayant conduit aux dispositions qui y figurent et rappelle les principaux effets.

### **Titre 2 : Réglementation des projets**

La réglementation des projets est destinée à maîtriser l'urbanisation nouvelle ou le changement de destination soit en interdisant, soit en imposant des restrictions justifiées par la volonté de :

- limiter la capacité d'accueil et la fréquentation, et par conséquent la population exposée ;
- protéger en cas d'accident par des règles de construction.

Le titre 2 fixe ce qui est interdit et ce qui est admis dans la zone rouge, dans la mesure où les constructions, les réalisations d'ouvrage, les aménagements et les extensions de constructions existantes limitent le risque et les effets toxiques sur les personnes. Les occupations et utilisations du sol sont alors admises sous réserve de respect de conditions ou de prescription de réalisation.

Ces mesures permettent de maîtriser et de gérer de façon durable l'urbanisation future ou l'évolution de l'urbanisation existante.

### **Titre 3 : Les mesures foncières**

Le titre 3 définit les conditions d'instauration des mesures foncières (expropriation, délaissement, préemption). Dans le cas du PPRT de Ligéa, aucune mesure foncière de type expropriation, délaissement n'est proposé. Cependant, un droit de préemption urbain (droit des communes et EPCI compétents dans le domaine de l'urbanisme) peut s'exercer sur l'ensemble du périmètre d'exposition aux risques. Cette notion y est détaillée dans le règlement.

### **Titre 4 : Mesures de protection des populations**

Ce titre détaille les mesures relatives à l'aménagement, à l'utilisation ou à l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existants à la date de l'approbation du PPRT. Ces mesures doivent être prises par les propriétaires, les exploitants ou utilisateurs et peuvent être de nature très diverses et s'appliquer tant aux bâtiments qu'aux autres types d'aménagement ou occupation des sols, susceptibles de subir ou d'aggraver le risque.

### **Titre 5 : Servitudes d'utilité publique**

Lorsqu'elles préexistent au PPRT, les servitudes d'utilité publique prises en application de l'article L 515-8 du code de l'environnement et les servitudes instaurées par les articles L 5111-1 à L 5111-7 du code de la défense doivent figurer dans ce titre du règlement. Ce titre sera sans objet dans le cas du PPRT de Ligéa.

### **C.    *Les recommandations***

Les recommandations complètent le dispositif réglementaire en apportant des éléments d'informations ou de conseils relatifs, par exemple, à des mesures qui seraient de nature à améliorer la sécurité des personnes.

## **Annexe 1 : Arrêté de prescription du PPRT de Ligea**

PREFECTURE DE LOIR-ET-CHER

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES  
LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

ARRÊTÉ

n° 2007-197-12

portant prescription du plan de prévention des risques technologiques  
autour de l'établissement de la société coopérative LIGEA sis au 30, rue André Boule à BLOIS.

Le Préfet de Loir-et-Cher,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.515-15 à L.515-25 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.211-1, L.230-1 et L.300.2 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.15-6 à L.15-8 ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié en dernier lieu par le décret n° 2005-989 du 10 août 2005 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif aux plans de prévention des risques technologiques ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-328-24 en date du 23 novembre 2004 de prescriptions applicables à l'établissement de stockage d'engrais et de produits phytosanitaires exploité par la société coopérative LIGEA sur le territoire de la commune de BLOIS, rue André Boule ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-179-3 du 28 juin 2006 imposant à la société coopérative LIGEA de compléter son étude des dangers en vue de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques autour du dépôt de produits agro-pharmaceutiques (bâtiment PFD) qu'elle exploite rue André Boule à BLOIS ;



VU l'arrêté préfectoral n° 2006-251-4 du 8 septembre 2006, portant création du comité local d'information et de concertation de l'établissement exploité par la société coopérative agricole LIGEA, rue André Boulle à BLOIS ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 juillet 2007 établi en application de la circulaire du 3 octobre 2005 précitée proposant la liste des phénomènes dangereux à retenir pour le plan de prévention des risques technologiques ;

VU la circulaire ministérielle du 27 mars 1991 relative à l'évaluation des conséquences des incendies dans les stockages de produits agropharmaceutiques, et recommandant de maintenir une distance de 100 mètres entre les murs de l'entrepôt et les habitations, et une distance de 200 mètres par rapport aux établissements recevant du public ;

VU la circulaire ministérielle du 26 avril 2005 relative aux comités locaux d'information et de concertation ;

VU la circulaire interministérielle du 27 juillet 2005 relatif au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturel ;

VU la circulaire du 29 septembre 2005 modifiée relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits « SEVESO », visés par l'arrêté du 10 mai 2000 modifié ;

VU la circulaire ministérielle du 3 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques, et notamment son annexe 2 définissant les critères d'exclusion de certains phénomènes dangereux du plan de prévention des risques technologiques ;

VU l'avis du conseil municipal de la commune de BLOIS en date du 22 février 2007 relatif aux objectifs poursuivis et aux modalités de la concertation pour l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques ;

**CONSIDERANT** qu'une partie de la commune de BLOIS est susceptible d'être soumise aux effets toxiques et thermiques de plusieurs phénomènes dangereux, générés par l'établissement LIGEA classé AS au sens du décret de nomenclature du 20 mai 1953 modifié, n'ayant pu être écartés pour la maîtrise de l'urbanisation selon les critères en vigueur définis au niveau national ;

**CONSIDERANT** que l'installation de stockage de produits agro-pharmaceutiques de l'établissement LIGEA appartient à la liste prévue au IV de l'article L.515-8 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** la liste des phénomènes dangereux issus de l'étude de dangers de l'établissement LIGEA qui est implanté sur le territoire de la commune de BLOIS, et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

## A R R Ê T E

### ARTICLE 1<sup>er</sup> : Périmètre d'étude.

L'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques est prescrite sur le territoire de la commune de BLOIS autour de l'établissement de la société coopérative LIGEA situé au 30, rue André Boulle.  
Le périmètre d'étude du plan est délimité par la carte figurant à l'annexe I du présent arrêté.

## ARTICLE 2 : Nature des risques pris en compte

Le territoire inclus dans le périmètre d'étude est susceptible d'être impacté par des effets toxiques et thermiques.

## ARTICLE 3 : Services instructeurs

L'équipe de projet interministérielle, composée de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Centre et la Direction Départementale de l'Équipement et l'Agriculture de Loir-et-Cher élabore le plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article 1.

## ARTICLE 4 : Personnes et organismes associés

1. Sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques :

- La société coopérative LIGEA,

adresse du siège social : Route de Courtalain – BP 9  
28201 Châteaudun cedex

adresse de l'établissement : 30, rue André Boulle  
41000 Blois

- La Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Centre ;
- La Direction Départementale de l'Équipement et l'Agriculture de Loir-et-Cher ;
- Le représentant de la municipalité de BLOIS;
- Les représentants du Comité Local d'Information et de Concertation :
  - un représentant de l'association de défense des intérêts des habitants de Villejoint,
  - un représentant de l'Amicale de Villejoint,
  - un représentant de la Chambre des Métiers et de l'artisanat de Loir-et-Cher ;
- Le Service départemental d'Incendie et de Secours en tant que de besoin ;
- Le Service interministériel de Défense et de protection civile de la préfecture ;

2. Une réunion d'association, à laquelle participent les personnes et organismes visés au 1. du présent article, est organisée dès le lancement de la procédure. Le cas échéant, d'autres réunions peuvent être organisées soit à l'initiative de l'équipe de projet interministérielle, soit à la demande des personnes et organismes associés.

Lors des réunions d'association, convoquées au moins 15 jours avant la date prévue :

- les études techniques du plan de prévention des risques technologiques sont présentées,
- les différentes propositions d'orientation du plan établies avant enquête publique sont présentées et recueillies,
- les principes sur lesquels se fondent l'élaboration du projet de plan de zonage réglementaire et de règlement sont déterminés.

Les rapports des réunions d'association sont adressés sous quinzaine pour observation, aux personnes et organismes visés au 1. du présent article. Ne peuvent être prises en considération que les observations faites par écrit au plus tard dans les 30 jours suivant la réception du rapport.

Le projet de plan, avant enquête publique, est soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

#### ARTICLE 5 : Modalités de concertation

1. Les documents d'élaboration du projet de plan de prévention des risques technologiques, fournis par la préfecture de Loir-et-Cher à la mairie de BLOIS, sont tenus à la disposition du public en mairie de BLOIS. La durée de la consultation en mairie par le public de ces documents est fixée à un mois. Ils sont également accessibles sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher.

Les observations du public sont recueillies sur un registre prévu à cet effet en mairie de BLOIS. Le public peut également exprimer ses observations par courrier électronique.

Une réunion publique d'information sera organisée par la préfecture de Loir-et-Cher en tant que de besoin.

2. Le bilan de la concertation est communiqué aux personnes et organismes associés (définis à l'article 4 du présent arrêté), et mis à disposition du public à la préfecture de Loir-et-Cher et à la mairie de BLOIS.

#### ARTICLE 6 : Mesures de publicité.

Une copie du présent arrêté sera notifiée aux personnes et organismes associés définis dans l'article 4.

Elle sera affichée pendant un mois dans la mairie de la commune de Blois, et aux sièges des établissements publics de coopération intercommunale concernés en tout ou partie par le plan de prévention des risques technologiques.

Mention de cet affichage sera insérée, par les soins du Préfet dans "La Nouvelle République du Centre-Ouest" édition de Loir-et-Cher.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

#### ARTICLE 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de Blois, le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Centre et le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture du département de Loir-et-Cher sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Blois, le 16 JUL. 2007

Le Préfet,

Pierre POURÈSSEL

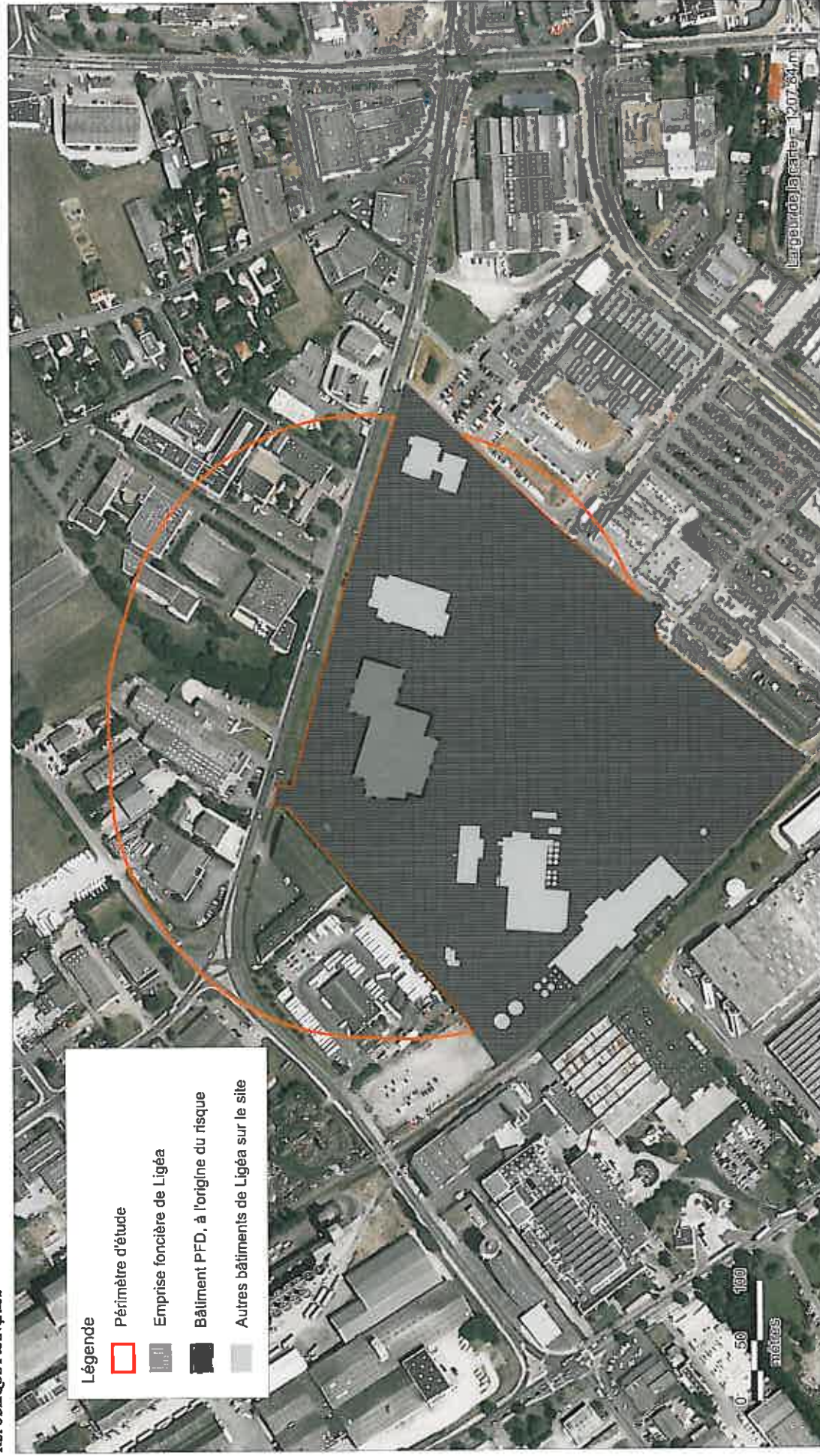
Pour copie  
certifiée conforme  
à l'original





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PPRT de BLOIS (Société Coopérative LIGEA) Emprise foncière de l'établissement et périmètre d'étude du PPRT



Sources: DRIRE Centre  
DDE 41  
Rédaction/Édition: DRIRE Centre - 13/04/2007 - MAPINFO® V 8 - SIGALEA® V 2.0.1

**SIGALEA**



6 1769 -

13 FEV. 2009

PREFECTURE DE LOIR-ET-CHER

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES  
LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

ARRÊTÉ

n° 2009-14-12

portant prorogation du délai nécessaire pour l'approbation  
du plan de prévention des risques technologiques autour de l'établissement  
de la société coopérative LIGEA sis 30 rue André Bouille à BLOIS

Le Préfet de Loir-et-Cher,

Vu le code de l'environnement, notamment le titre Ier du livre V (parties législatives et réglementaires), et en particulier les articles L 515-15 à L 515-25, R 515-39 à R 515-49 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-197-12 du 16 juillet 2007 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de l'établissement de la société coopérative LIGEA sis, au 30 rue André Bouille à BLOIS ;

Considérant que l'état d'avancement de la démarche et les délais requis pour mettre en œuvre l'information, la concertation, les consultations et l'enquête publique prévues par le code de l'environnement ne permettront pas d'approuver le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de l'établissement de la société coopérative LIGEA dans le délai de dix-huit mois à compter de la date de l'arrêté de prescription ;

Considérant qu'un nouveau délai peut être fixé par arrêté préfectoral conformément à l'article R 515-40 du code de l'environnement ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Le délai nécessaire pour l'approbation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de l'établissement de la société coopérative LIGEA sis 30 rue André Bouille à BLOIS est prorogé de douze mois, soit jusqu'au 16 janvier 2010.



**ARTICLE 2 :**

Une copie du présent arrêté sera notifiée aux personnes et organismes associés définis dans l'article 4 de l'arrêté n° 2007-197-12 du 16 juillet 2007 susvisé.

Elle sera affichée pendant un mois en mairie de la commune de Blois, et au siège de l'établissement public de coopération intercommunale concerné par le plan de prévention des risques technologiques. Mention de cet affichage sera insérée, par les soins du Préfet dans "La Nouvelle République du Centre-Ouest" édition de Loir-et-Cher.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

**ARTICLE 3 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de Blois, le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Centre et le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture du département de Loir-et-Cher sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

BLOIS, le 14 JAN. 2009  
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Yvan CORDIER

Pour copie  
certifiée conforme  
à l'original



## **Annexe 2 : Circulaire du 28 février 2008**



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DURABLES

*Direction de la Prévention  
des Pollutions et des Risques*

*Service de l'Environnement  
Industriel*

*Bureau des risques  
technologiques et des industries  
chimiques et pétrolières*

Paris, le 26 FEV. 2008

Référence : BRTICP/2007-482/LMA  
Affaire suivie par : Loïc MALGORN  
Tél : 01 42 19 14 23 - Fax : 01 42 19 13 93  
loic.malgorn@developpement-durable.gouv.fr

Le Ministre d'Etat, ministre  
de l'Ecologie, du  
Développement et de  
l'Aménagement durables

à

Mmes et MM les Préfets de  
départements

Objet : Maîtrise de l'urbanisation autour des stockages de produits agropharmaceutiques soumis à autorisation

Par circulaire en date du 27 mars 1991, je vous invitais à prendre un certain nombre de dispositions, notamment en matière de maîtrise de l'urbanisation, suite à des incendies marquants de dépôts de produits agropharmaceutiques dans les années 1980 en Europe et aux Etats-Unis d'Amérique.

Pour mémoire, je vous rappelle que les produits agropharmaceutiques sont actuellement classables sous la rubrique 1155, mais que certains d'entre eux relèvent des rubriques 1111, 1150, 1172, 1173 et 1430 (pour les liquides inflammables de catégorie A).

Précédemment à cette circulaire de 1991, j'avais fait réaliser, en concertation avec la profession représentée par l'Union des Industries pour la Protection des Plantes (UIPP) plusieurs essais d'incendies à grande échelle qui avaient montré :

- d'une part la grande variété des substances toxiques émises durant un incendie (acide cyanhydrique, acide chlorhydrique, oxyde de carbone, isocyanate de méthyle, ...)
- d'autre part la nécessité de préserver l'urbanisation dans des zones immédiatement environnantes des sites industriels, deux rayons de 100 et 200 mètres étant définis selon la vulnérabilité des constructions et des usages prévus.



Depuis ces instructions, les connaissances scientifiques ont continué à évoluer. J'ai fait réaliser une synthèse de ces nouvelles connaissances au cours de l'année 2007, et parallèlement la profession a continué ses actions de collecte d'informations sur l'évaluation des risques.

Si la nature des polluants émis lors de l'incendie reste évidemment la même, il apparaît que c'est a priori sur une distance de l'ordre de 100 mètres que les phénomènes les plus délicats à modéliser se produisent, notamment en terme de dispersion des polluants, aussi bien pendant l'incendie que lors de ses phases transitoires (démarrage, feu couvant, extinction). Ainsi, des dangers significatifs pour la vie humaine, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005, sont à considérer en deçà de cette distance lors de l'élaboration de l'étude de dangers.

Après échanges avec la profession, je vous demande donc, de façon similaire à mes instructions de 1991, de continuer à exercer une maîtrise de l'urbanisation future stricte dans un rayon de 100 mètres autour des stockages, cette zone de contrôle se concrétisera dans le porter à connaissance lorsque vous serez appelés à procéder à son élaboration.

En ce qui concerne les établissements existants soumis au régime de l'autorisation avec servitudes (établissements Seveso seuil haut), un dispositif nouveau a été créé par la loi du 30 juillet 2003, il s'agit du plan de prévention des risques technologiques (PPRT).

Dans les études de dangers, la classe de probabilité affectée à l'incendie de cellule est en général supérieure ou égale à "D", la combinaison avec ces effets irréversibles vous conduira à retenir un aléa de niveau M, au minima, pour les effets toxiques pour l'élaboration du PPRT. Lors de la phase de stratégie du PPRT, si la cartographie des aléas ne présentait pas un niveau d'aléa plus élevé, lié à d'autres phénomènes dangereux, et en application du principe de la non-aggravation du risque existant, je vous demande d'inciter les personnes et organismes associés à demander le maintien, de façon similaire aux prescriptions de 1991, d'une interdiction des constructions futures dans ce rayon des 100 mètres.

Vous pourrez inviter les pétitionnaires et exploitants qui, lors de l'élaboration de leur étude de dangers, n'auraient pas fait apparaître ce rayon, à compléter leur étude en ce sens.

Les présentes instructions abrogent et remplacent ma circulaire du 27 mars 1991. Je vous remercie de me faire part, sous le présent timbre, des éventuelles difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application des présentes instructions.

Pour le Ministre et par délégation,  
Le directeur de la prévention des  
pollutions et des risques,  
délégué aux risques majeurs



Laurent MICHEL

